



Menace d'un nouveau conflit en Europe: Une Grande Albanie parrainée par l'Occident

Par [Rick Rozoff](#)

Mondialisation.ca, 10 octobre 2009

[Stop NATO](#) 10 octobre 2009

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Militarisation](#)

L'Europe peut être perchée au-dessus du précipice de son premier conflit armé depuis les 78 jours de bombardement de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 et l'invasion armée de la Macédoine qui a suivi, lancée à partir du Kosovo occupé par l'OTAN deux ans plus tard.

Avec l'accession formelle de l'Albanie à l'OTAN en avril, comme membre à part entière, et la victoire de la réélection (au moins formellement) du premier ministre de la nation Sali Berisha par la suite, le théâtre est prêt pour la réalisation du projet de nouveau retraçage des frontières de l'Europe du Sud-est, à la recherche d'une grande Albanie.

Les étapes précédentes dans cette direction ont été la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN contre la République Fédérale de Yougoslavie il y a dix ans pour le compte de l'ainsi dite Armée de Libération du Kosovo (AKL, en albanais UÇK), et de connivence avec elle, une violation criminelle du droit international qui s'est terminée par l'arrachage de la province serbe du Kosovo en même temps à la Serbie et à la Yougoslavie.

50 000 soldats de l'OTAN ont afflué au Kosovo en juin 1999, accompagnés par les dirigeants et les combattants de l'ALK basés en Albanie, sous les auspices de la Résolution 1244 des Nations Unies. Celle-ci condamnait, entre autres, les « actes terroristes commis par l'une ou l'autre partie » et « [réaffirmait] l'engagement de tous les états membres pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République Fédérale de Yougoslavie et des autres états de la région, conformément à l'acte final d'Helsinki et à l'annexe 2".

Les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN n'avaient pas l'intention de respecter les dispositions de la résolution 1244 de l'ONU et ils ont montré leur mépris pour un document qu'eux-mêmes avaient signé en réarmant les combattants de l'ALK, qui pendant des années avaient attaqué, enlevé et assassiné des civils de toutes provenances ethniques et en transformant l'ancien groupe armé sécessionniste en Corps de Protection du Kosovo.

La Résolution 1244 de l'ONU ordonnait expressément que l'ALK et ses gangsters affiliés soient désarmés, alors les puissances de l'OTAN ont contourné cette exigence par un tour de passe-passe en fournissant à l'ALK de nouveaux uniformes, de nouvelles armes et un nouveau nom. Mais pas un nouveau commandant. Celui qui a été choisi pour ce rôle a été Agim Ceku, commandant de l'armée croate durant la brutale campagne Opération Tempête de 1995 — « la plus grande offensive terrestre européenne depuis la seconde guerre mondiale » [1] — et chef d'état-major de l'ALK au cours de sa guerre commune avec l'OTAN contre la Yougoslavie quatre ans plus tard.

Encouragée par le soutien militaire de l'Occident dans la réalisation de son programme séparatiste, l'ALK a lâché ses groupes affiliés contre la Serbie du Sud et la Macédoine : l'Armée de Libération de Presevo, Medveda et Bujanovac dans le premier cas, à partir de 1999, et l'Armée de Libération Nationale dans le second, qui a commencé les attaques à l'intérieur de la Macédoine à partir de sa base au Kosovo en 2001.

Seule la capitulation du gouvernement de la Serbie après octobre 2000 et un semblable fléchissement sous la pression – pression occidentale – du gouvernement de la Macédoine en 2001 ont satisfait les longues attentes des extrémistes armés pan-albanais des deux pays pour une éventuelle unification, au-delà des différentes frontières nationales et avec le soutien des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN.

La confirmation décisive du soutien occidental est arrivée en février 2008 avec la déclaration unilatérale d'indépendance des forces séparatistes du Kosovo. L'ancien chef de l'ALK et protégé de l'Amérique Hashim Thaci, alors premier ministre en titre, a proclamé la sécession d'avec la Serbie et la plupart des nations de l'OTAN se sont précipitées pour gratifier l'entité illégale d'une reconnaissance diplomatique.

Vingt mois après, plus des deux-tiers des pays du monde, y compris la Russie, la Chine et l'Inde, n'ont pas légitimé cette abomination par la reconnaissance, mais l'Occident est resté inébranlable dans son mépris pour le droit international et dans le soutien apporté aux extrémistes violents au Kosovo, qui ont des ambitions plus vastes pour l'ensemble de la région, ambitions encouragées par l'appui consistant des États-Unis et de l'OTAN et la conviction que l'Occident poursuivra ce soutien à l'avenir.

L'Albanie étant maintenant un état membre à part entière de l'OTAN et, comme tel, sous la protection de la clause d'assistance militaire mutuelle de l'article 5 de l'Alliance, les appels à une Grande Albanie au détriment du territoire de plusieurs autres pays européens sont devenus plus forts et plus acharnés.

En réponse à la campagne grandissante pour étendre le modèle du Kosovo au sud de la Serbie à la Macédoine, au Monténégro et même en Grèce (Épire), il y a deux mois le Ministre des Affaires étrangères russe Sergei Lavrov a admonesté les nations qui envisagent de reconnaître le statut d'État du Kosovo en leur conseillant de « réfléchir très attentivement avant de prendre cette décision très dangereuse qui aurait un résultat imprévisible et qui n'est pas bonne pour la stabilité de l'Europe.» [2]

Neuf jours plus tard le premier ministre albanais Berisha a déclaré sans détours que «le projet de l'unité nationale de tous les Albanais devrait être un phare pour les politiciens en Albanie et au Kosovo.» Il a dit avec insistance que «l'Albanie et le Kosovo ne doivent en aucun cas se considérer mutuellement comme des États étrangers.» [3]

Un commentateur russe a répondu à cette déclaration en avertissant que « toute tentative de mise en œuvre de l'idée d'une Grande Albanie est similaire à la réouverture d'une boîte de Pandore. Cela pourrait déstabiliser la situation dans les Balkans et déclencher une guerre sur le continent, semblable à celle de la fin des années 1990. » [4]

Parlant du « projet d'une soi-disant Grande Albanie qui embrasse tous les territoires des Balkans où vivent des Albanais ethniques, y compris le Kosovo, certaines régions de la Macédoine, le Monténégro et plusieurs autres pays », l'analyste politique russe Pyotr Iskenderov a dit que « la déclaration de l'indépendance du Kosovo et la reconnaissance de

cet acte illicite par les États-Unis et les principaux membres de l'Union Européenne ont stimulé la mise en œuvre de l'idée d'une soi-disant Grande Albanie.» [5]

Le reste de la Serbie est également affecté - la vallée de Presevo dans le sud du pays où la Serbie proprement dite, le Kosovo et la Macédoine se rejoignent - et pareillement la Grèce, si l'on doit croire un rapport de 2001. À l'époque Ali Ahmeti, fondateur et commandant de l'ALK, puis chef de l'Armée Nationale de Libération (ANL) qui avait commencé à lancer des attaques meurtrières contre la Macédoine depuis sa base dans la ville de Prizren au Kosovo, a été signalé comme ayant glorifié une Armée de Libération de Chameria dans la région d'Épire du Nord-Ouest de la Grèce, une armée équipée d'un arsenal d'armes impressionnant.

Le drapeau national introduit après février 2008 contient une esquisse du Kosovo avec six étoiles blanches au-dessus de lui. Alors qu'il n'a pas été reconnu pour des raisons évidentes, les étoiles sont supposées représenter les nations ayant des populations ethniques albanaises : le Kosovo, l'Albanie, la Serbie, la Macédoine, le Monténégro et la Grèce.

L'entraînement militaire et l'aptitude au combat des groupes séparatistes et irrédentistes pan-Albanais sont en train d'être augmentés à un niveau plus élevé que jamais auparavant par les principaux pays de l'OTAN. En mars la Force du Kosovo dirigée par l'OTAN (KFOR) a commencé à remanier le Corps de Protection du Kosovo, lui-même un avatar de l'Armée de Libération du Kosovo, en une armée nationale embryonnaire, la Force de Sécurité du Kosovo, dont le chef d'état-major est le Lieutenant General [[général de corps d'armée]] Sylejman Selimi, venu directement du poste de commandant du Corps de Protection du Kosovo. Un sympathique reportage de décembre dernier a décrit plus précisément son nouveau poste comme Chef d'Etat-major de l'Armée de la République du Kosovo. [6]

La Force de Sécurité du Kosovo (FSK), tout comme le Corps de Protection du Kosovo avant elle, est vantée dans les cercles occidentaux comme une prétendue force de police multiethnique; elle n'est ni multiethnique, ni une force de police, mais une armée naissante, une armée que l'autoproclamé président du Kosovo, le président Fatmir Sejdiu en juin dernier a caractérisée comme étant « une force moderne qui se construit en conformité avec les standards de l'OTAN ». [7]

Dans le même mois l'OTAN a annoncé que l'armée du Kosovo prototype serait prête en septembre et « que l'OTAN devrait augmenter ses capacités de contrôle au sein de la FSK afin d'assurer le meilleur renforcement des capacités de la FSK ». [8]

Un rapport antérieur du Kosovo a également démontré que les nouvelles forces armées de l'entité illégitime ne seraient rien d'autre qu'un accessoire militaire de l'OTAN : «La force de sécurité doit être entraînée par des officiers de l'armée britannique, les uniformes ont été fournis par les États-Unis et les véhicules par L'Allemagne.

«La Force de Sécurité du Kosovo doit être conforme aux standards de l'OTAN.» [9]

En février l'Italie a annoncé qu'elle ferait un don de 2 millions d'euros et l'Allemagne qu'elle donnerait 200 véhicules militaires pour l'armée dans le processus. Le Commandant suprême allié de l'OTAN en Europe de l'époque, le général John Craddock, s'est rendu au Kosovo pour lancer la création de la Force de Sécurité du Kosovo et il a visité le Camp d'Entraînement National de la FSK à Vucitrn, voyage au cours duquel il a dit « Je suis satisfaits de l'état d'avancement à ce jour. À la fin de la première phase de recrutement nous avons quelque

4.900 candidats pour environ 300 postes dans la FSK dans cette première tranche de recrutement « . [10]

En mai de cette année, le Ministère de la Défense britannique a signé un accord avec la Force de Sécurité du Kosovo balbutiante pour « donner une formation aux membres de la FSK en différents domaines conformément aux standards de l'OTAN. »

L'Ambassadeur britannique au Kosovo Andrew Sparks a été cité comme disant « Nous espérons qu'après la signature de cet accord et l'expansion de notre coopération, le Kosovo parviendra à devenir un membre de l'OTAN. » [11]

Comme les soldats d'Albanie auxquels l'OTAN a apporté une expérience des zones de combat en Irak et en Afghanistan, la nouvelle armée du Kosovo sera, comme les forces armées des autres nouvelles nations membres de l'OTAN, utilisée pour les guerres à l'étranger. Un exemple récent, en août le chef du Quartier Général de la Macédoine, le General Lieutenant Colonel Miroslav Stojanovski, « a souligné que plus d' un quart de la composition des unités du service combattant de l'AMR (Forces Armées Macédoniennes), soit 1,746 soldats ont participé aux missions de paix, » ce qui signifie les déploiements de l'OTAN. [12] Cependant plus de soldats macédoniens ont été tués en 2001 par l'Armée de Libération Nationale avatar de l'ALK qu'il y en a de morts à ce jour en Afghanistan et en Irak.

Un reportage de mai dernier a apporté davantage de détails sur l'envergure initiale et l'objectif à long terme de la nouvelle armée du Kosovo: « Selon la Constitution de la République du Kosovo, la FSK est censée avoir 3 000 soldats actifs et 2 000 réservistes. Ils sont organisés conformément aux standards de l'OTAN. Il est également possible qu'ils soient déployés à l'étranger, si la situation mondiale le justifie dans l'avenir. » [13]

Lorsque Anders Fogh Rasmussen a rendu sa première visite au Kosovo en août, à titre de nouveau Secrétaire général de l'OTAN, pour rencontrer le Commandant de la KFOR Giuseppe Emilio Gai, le Président du Kosovo Fatmir Sejdiu, le premier ministre Hashim Thaci et le Ministre des Forces de Sécurité du Kosovo Fehmi Mujota, « le Président du Kosovo Fatmir Sejdiu a déclaré qu'il espère que l'État participera aux opérations de maintien de la paix de l'OTAN à l'étranger.» [14] L'Afghanistan est le premier déploiement apparent.

Six ans plus tôt Agim Ceku avait offert les troupes du Corps de Protection du Kosovo aux États-Unis en vue de la guerre et de l'occupation en Irak comme contrepartie du maintien des troupes de l'OTAN au Kosovo.

L'OTAN a déployé en Afghanistan des soldats venant de pays comme la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Finlande pour qu'ils s'entraînent dans des conditions réelles, afin de les utiliser plus près de chez eux lorsqu'ils seront revenus, comme l'ont reconnu ouvertement des officiers des armées des nations combat mentionnés ci-dessus. Plusieurs milliers de soldats d'Albanie et du Kosovo, endurcis par les opérations dans la zone de guerre afghane, seront de formidables forces combattantes pour de futurs conflits dans les Balkans.

La distinction entre les forces armées de l'Albanie et du Kosovo, devient en grande partie académique. En août le premier ministre albanais Berisha a publié un déclaration sans équivoque selon laquelle « l'idée d'unité nationale est fondée sur les principes et les idéaux européens.... De ce fait le Premier ministre du Kosovo Hashim Thaci, et moi-même

travaillerons en vue de la suppression de tous les obstacles qui empêchent les Albanais de sentir unis quel que soit l'endroit où ils vivent, » ajoutant que « il ne doit pas y avoir d'administration des douanes et l'Albanie et le Kosovo ne devraient pas se considérer mutuellement comme des pays étrangers.... » [15]

L'Albanie est maintenant un membre à part entière de l'OTAN et comme l'Alliance elle-même pourrait être appelée à réagir si les autorités du Kosovo provoquaient une confrontation avec des voisins comme la Serbie. La Macédoine et l'Albanie insistent pour affirmer qu'elles et le Kosovo ne sont pas des « pays étrangers. » Si l'Albanie intervient au nom de sa « nation frère » dans un conflit militaire avec un adversaire non membre de l'Alliance, l'OTAN deviendra impliquée ipso facto.

En septembre, les ministères des Affaires étrangères de la Russie et de la Roumanie ont exprimé leurs graves préoccupations concernant l'évolution du Kosovo et ce qu'il implique. La Roumanie est un des trois seuls pays membres de l'OTAN qui n'ont pas reconnu l'indépendance du Kosovo, les deux autres étant l'Espagne et la Slovaquie. Ces trois États craignent que le précédent du Kosovo contribue à l'éclatement forcé de leurs propres pays.

Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Andrei Nesterenko, a déclaré qu'un « conflit potentiel considérable » persistait au Kosovo et qu'il attendait des représentants de la communauté internationale qu'ils agissent avec impartialité pour empêcher de « nouvelles provocations anti-serbes ».

Il a ajouté que « les événements dans la province montrent que les risques de conflit considérables » demeurent et que les plus récents affrontements interethniques ont été un résultat du désir des Albanais du Kosovo de compresser à tout prix le territoire ethnique serbe » et que « dans l'ensemble, le problème du Kosovo reste un des plus sérieux problèmes posés à la sécurité de la région. » [16]

Nullement découragée, l'OTAN a annoncé le 16 septembre sur son site web de la KFOR que « la Force de Sécurité du Kosovo (FSK) a acquis la capacité opérationnelle initiale (COI). La décision a été rendue après l'exercice Lion Agile, qui était le point d'aboutissement d'un peu plus de sept mois de dur labeur de la KFOR et de la FSK pour recruter, former et équiper la force. Le prochain objectif de la FSK est de parvenir à la pleine capacité opérationnelle. La KFOR va encadrer et soutenir ce processus qui devrait prendre 2 à 5 ans. » [17]

Le jour précédent le nouvel ambassadeur U.S. au Kosovo, Christopher Dell, avait signé le premier accord inter-État des États-Unis avec l'entité dissidente, démontrant « l'engagement de l'Amérique pour un Kosovo indépendant, » avec Fatmir Sejdiu et Hashim Thaci. Le président putatif Sejdiu a déclaré à l'occasion: « Cet accord élève cela au niveau de la coopération d'État entre les États-Unis et le Kosovo, pas seulement par le biais des divers organismes des USA et du Kosovo, comme ce fut le cas jusqu'à maintenant. » [18]

Ce que l'extension du « Kosovo indépendant » laisse présager a été indiqué fin septembre lorsque les policiers serbes ont découvert une importante cache d'armes dans la Vallée de Presevo près des frontières Serbie-Macédoine-Kosovo qui comportait « des mitrailleuses, des bombes, des lance-fusées, 16 grenades à main et plus de 20 mines, ainsi qu'un grand contingent de munitions » [19] et plus tard au début du mois d'octobre lorsque la police des frontières macédonienne a été « attaquée avec des armes automatiques alors qu'elle menait une patrouille de routine le long de la frontière du Kosovo.... » [20].

Ce que l'avenir peut nous réserver a été révélé tardivement le mois dernier lorsque l'Allemagne a déporté les premiers des 12 000 Roms (gitans) qu'elle renvoie de force au Kosovo. Vers l'exclusion, la persécution, les attentats et la mort. Les Roms qui restent sont en train de mourir dans les abris où la mission intérimaire d'administration des Nations Unies au Kosovo (MINUK) les abandonne après la prise de la province par l'OTAN et l'ALK en juin 1999.

«Les camps, près d'un complexe fermé de mine et de fonderie, qui comprend un monceau de scories de 100 millions de tonnes de matières toxiques, ont été envisagés comme mesure temporaire après qu'un quartier qui avait été un foyer pour 9 000 tsiganes a été détruit par la communauté albanaise, lorsque les forces de sécurité serbes avaient quitté la zone dans les derniers jours du conflit du Kosovo en juin 1999.» [21]

Quelques semaines avant la Russie avait averti qu'elle considérait inacceptable « l'arrêt de la mission de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe] au Kosovo, instituée pour protéger les droits des communautés ethniques. »

L'ambassadeur de Russie à l'OSCE, Anvar Azimov, a déclaré « De telles mesures, que personne n'a sanctionnées, sont unilatérales et affectent toutes les activités sous le mandat de cette mission ». [22]

Le 5 septembre une source d'information serbe a signalé que plus de 200 000 réfugiés du Kosovo ont été enregistrés en Serbie, comprenant des ethnies serbe, rom, goran et autres non albanaises. Ce nombre excluait ceux qui n'étaient pas inscrits, ceux qui avaient fui vers d'autres pays comme la Macédoine et ceux chassés de leurs foyers mais restés au Kosovo.

Au cours des dix dernières années des centaines de milliers de résidents du Kosovo, y compris Albanais ethniques, ont été assassinés et chassés de la province. Des organisations de Roms ont estimé que le nombre des Roms, des Ashkalis et des Egyptiens ainsi touchés se comptent avec six chiffres. Des Serbes, des Gorans, des Turcs, des Bosniaques, des Monténégrins et autres victimes de la terreur raciale et de l'extermination au Kosovo se comptent également par centaines de milliers.

Les médias occidentaux ont affirmé régulièrement depuis dix ans maintenant que le Kosovo était à 90 pour cent albanais. Il pourrait bien en être ainsi maintenant après de telles expulsions à grande échelle, mais les chiffres ci-dessus réfutent que c'était auparavant le cas dans une province de pas plus de deux millions d'habitants.

Après la première déclaration du Premier ministre albanais, affirmant que son pays et son peuple ne font qu'un avec le Kosovo et sa population, le ministre des Affaires étrangères russe Sergei Lavrov a publié une condamnation de cette déclaration et, par déduction, de l'Ouest :

«Nous sommes très préoccupés par la déclaration du Premier ministre albanais. Nous sommes convaincus qu'il devrait y avoir des réactions appropriées à la déclaration – tout d'abord, de l'UE et également de l'OTAN. Nous n'avons pas encore eu ces réactions. Nous espérons que, malgré le fait qu'aucune des déclarations publiques ne sont venues des capitales européennes, les négociations avec les autorités albanaises sont en route». [23]

« Moscou est préoccupée par les déclarations de Tirana sur « l'indispensable unification de tous les Albanais » » [24]

À moins que les commentaires de Lavrov n'aient été que strictement rhétoriques, il lui faudra attendre longtemps avant que les responsables des USA, de l'OTAN et de l'Union européenne ne fassent quelques déclarations, beaucoup moins critiques, sur les demandes de Berisha et de ses homologues du Kosovo et de Macédoine pour une grande Albanie unifiée (ou un Grand Kosovo). Les pays de l'OTAN ont armé, entraîné et doté d'un soutien logistique l'Armée de Libération du Kosovo dans sa guerre contre les forces de sécurité serbes et yougoslaves à la fin des années 1990 ; ils entrèrent en marchant côte à côte avec l'ALK dans le Kosovo et l'ont institutionnalisée comme Corps de Protection du Kosovo la même année ; ils ont tiré son Armée de Libération Nationale d'une cuisante défaite de la part de l'Armée Macédonienne en 2001 ; Ils l'ont recrée à nouveau cette année en tant que noyau d'une future armée nationale du Kosovo, la Force de Sécurité du Kosovo ; et ils ont reconnu la déclaration unilatérale de l'indépendance d'un Kosovo dirigé par l'ex chef de l'ALK Hashim Thaci l'an dernier.

Il n'y a aucune raison de croire que Washington et Bruxelles abandonneront maintenant leurs clients et leur projet de subversion et de mutilation de quatre pays voisins pour créer un super-État élargi Albanie-Kosovo ethniquement purifié, en proie au crime, alors que ce dernier est près de se réaliser.

Le 6 octobre Berisha a été à Pristina, la capitale du Kosovo, « pour signer un certain nombre d'accords. Selon [Berisha], son gouvernement travaillera pour mener à bien les projets d'infrastructure qui prévoient une unification des systèmes économiques de l'Albanie et du Kosovo, la création de voies de communications pour expédier des marchandises et pourvoir à la migration économique de la population. [25]

Un compte-rendu de nouvelles italien de la visite a signalé que « l'Albanie a également cédé au Kosovo le port adriatique de Shendjin (Shengjin), donnant ainsi à l'État nouvellement indépendant une issue vers la mer. » [26]

Selon les propres termes de Berisha, « le port de Shengjin est maintenant l'accès à la mer du Kosovo » .[27] Accès à l'Adriatique que la Serbie n'a plus depuis l'éclatement de l'Union de la Serbie et du Monténégro il y a trois ans.

Son homologue, l'ancien chef de bande Hashim Thaci, s'est fait l'écho de la déclaration précédente de son invité en disant « Les Albanais vivent dans de nombreux pays, mais nous sommes une seule nation. Les pays de la région ont deux pays amis au Kosovo et en Albanie, pays partenaires, pour la coopération, la paix et stabilité, pour l'investissement dans la région et pour l'intégration européenne. » [28]

Le premier ministre albanais a été cité sur le site web du président du Kosovo le 7 octobre promettant que « l'Albanie aidera le Kosovo de toutes les manières possibles. L'Albanie est résolue à renouveler, de la manière la plus rapide possible, tous ses liens infrastructurels avec le Kosovo. Dans les quatre prochaines années, la construction de l'autoroute Qafe Morine-Shkoder sera terminée et cela donnera au Kosovo occidental un accès rapide à la mer. L'année prochaine, mon gouvernement mettra en œuvre une étude de faisabilité et élaborera le projet d'un chemin de fer Albanie-Kosovo. De nombreuses autres lignes infrastructurelles sont et seront construites. [29]

Berisha a également rencontré le commandant de la Force du Kosovo de l'OTAN (KFOR), le Lieutenant général allemand Markus Bentler et il a dit : « Les troupes albanaises pourraient faire partie de la KFOR », avant de déposer une couronne sur la tombe d'Adem Jashari, le

premier commandant de l'ALK. [30]

Le jour précédent de la réunion Berisha-Thaci à Pristina, l'accommodant gouvernement serbe du Président Boris Tadic et du Ministre des affaires étrangères Vuk Jeremic se sont mis d'accord sur les raisons pour lesquelles les intentions de l'OTAN et les intentions pan-albanaises dans la région ont rencontré peu d'opposition. Jeremic, tout en déclarant pour la forme que son pays n'adhérerait pas à l'OTAN dans l'avenir immédiat (bien qu'il ait rejoint le programme transitoire de Partenariat pour la Paix), a déclaré : «Nous poursuivons une étroite coopération parce que l'OTAN est le facteur le plus important pour assurer la sécurité dans le monde.»

Un site d'actualités russe informant de cette affirmation a rappelé à ses lecteurs que » en 1999 les forces aériennes de l'OTAN ont bombardé Belgrade et d'autres villes serbes en soutenant les séparatistes albanais du Kosovo. Puis plus de 3 000 Serbes sont morts et des dizaines de milliers de personnes ont été blessées. L'OTAN a également fait la promotion de la séparation du Kosovo de la Serbie.... » [31]

A la fin du mois dernier l'amiral américain James Stavridis, chef du Commandement Européen des USA et Commandant Suprême Allié en Europe de l'OTAN, ont assisté à une réunion de Charte de l'Adriatique que Washington a signé avec l'Albanie, la Macédoine, la Croatie, la Bosnie et le Monténégro en 2003 pour les préparer eux et, en réalité, l'ensemble des Balkans à l'adhésion à l'OTAN. Stavridis est ensuite parti pour la Croatie pour superviser les manœuvres de guerre multinationales Jackal Stone 09 dont l'objectif était « d'améliorer avec succès la capacité des participants à mener des opérations de contre-insurrection. »

Co-organisé par le Commandement des Opérations Spéciales Europe des États-Unis , le commandant de ce dernier, le Major General Frank Kisner a vanté le succès de l'exercice : «Cette planification ininterrompue a réuni les représentants de 10 pays et leur a permis d'exécuter efficacement une multitude de tâches dans les airs, sur terre et sur mer. [32]

Jackal Stone 09 a été le premier exercice militaire mené en Croatie depuis son entrée dans l'OTAN au début de cette année. Des responsables des États-Unis et l'OTAN ont à maintes reprises affirmé qu'après la Croatie et l'Albanie, la Macédoine, la Bosnie et le Monténégro allaient devenir les premiers membres à part entière et que la Serbie et le Kosovo le seraient ensuite.

Le 2 octobre la Bosnie a présenté au Secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen une demande formelle d'un plan d'action pour l'adhésion, à l'OTAN une demande de facto d'adhésion à part entière. Rasmussen a déclaré, «je crois que cette demande est la meilleure voie pour une stabilité durable dans la région euro-atlantique. C'est ma vision pour que tous les pays des Balkans occidentaux soient intégrés dans l'OTAN.» [33]

L'OTAN a utilisé plusieurs prétextes pour une intervention militaire dans les Balkans au cours des quinze dernières années, bon nombre de ces prétextes étant contradictoires comme celui du Kosovo contre la République serbe de Bosnie et du Kosovo dans son ensemble contre le Nord Kosovska Mitrovica. Son intention, cependant, n'a pas varié et elle persiste : absorber chaque pays et pseudo-pays de la région dans ses rangs et recruter parmi ses nouveaux membres et partenaires pour des guerres plus lointaines.

Le séparatisme armé a été l'outil utilisé pour commencer l'éclatement de la République fédérale socialiste de Yougoslavie en 1992, un processus qui a maintenant fragmenté ce

pays en ses six républiques fédérales constitutives et, dans le cas du Kosovo, arraché une province à une ancienne république.

Mais la refonte des frontières nationales, avec les perturbations et la violence qu'elle implique inévitablement, n'est pas terminée.

Le Kosovo est indiscutablement une boîte de Pandore au fond de laquelle l'espoir n'attend pas nécessairement. Il reste une étincelle potentielle, capable d'augmenter le danger, comme on l'a vu précédemment, pour « déstabiliser la situation dans les Balkans et déclencher une guerre sur le continent, similaire à celle de la fin des années 1990. »

Traduction: André Compte pour Mondialisation.ca

Notes

- 1) Wikipedia
- 2) Black Sea Press, August 6, 2009
- 3) Voice of Russia, August 20, 2009
- 4) Ibid
- 5) Ibid
- 6) New Kosova Report, December 20, 2009
- 7) Kosovo Times, June 9, 2009
- 8) Kosovo Times, June 8, 2009
- 9) Kosovo Times, May 27, 2009
- 10) NATO, Supreme Headquarters Allied Powers Europe, February 18, 2009
- 11) Southeast European Times, May 21, 2009
- 12) Makfax, August 17, 2009
- 13) New Kosova Report, May 20, 2009
- 14) Focus News Agency, August 13, 2009
- 15) Sofia News Agency, August 16, 2009
- 16) Tanjug News Agency, September 4, 2009
- 17) NATO, Kosovo Force, September 16, 2009
- 18) Beta News Agency, September 15, 2009
- 19) Tanjug News Agency, September 23, 2009
- 20) Makfax, October 2, 2009
- 21) Washington Times, May 3, 2009
- 22) FoNet, September 11, 2009
- 23) Russia Today, October 5, 2009
- 24) Voice of Russia, October 6, 2009
- 25) Ibid
- 26) ADN Kronos International, October 6, 2009
- 27) B92, October 6, 2009
- 28) B92, Beta News Agency, Tanjug News Agency, October 6, 2009
- 29) President of the Republic of Kosovo, October 7, 2009
- 30) Beta News Agency, October 7, 2009
- 31) Voice of Russia, October 5, 2009
- 32) United States European Command, September 28, 2009
- 33) NATO, October 2, 2009

Articles Par : [Rick Rozoff](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca